

**LE PROCESSUS DE RESTAURATION
DU CAPITALISME EN URSS**

**APRES LA PRISE DU POUVOIR
PAR LES REVISIONNISTES
KHROUCHTCHEVIENS**

Par Bill BLAND

PRESENTATION

Ce texte du camarade Bill BLAND a été publié en 1991 dans le journal COMPASS de la Ligue Communiste Marxiste Léniniste de Grande Bretagne.

Il y démonte le mécanisme de la restauration du capitalisme en URSS qui, contrairement à certaines opinions encore répandues dans le mouvement se réclamant du communisme en France, n'a pas commencé dans les années 1990 avec Gorbatchev mais dès les années 1960 après la mort de Staline et la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens.

Ce fut une véritable contre révolution politique¹ qui ouvrit la période de transition du socialisme au capitalisme qui s'acheva par le retour à la forme « classique » du capitalisme avec la fin de l'URSS.

A partir de documents écrits par les économistes soviétiques chargés de mettre en œuvre la « réforme économique » et ceux du Parti Communiste il démontre comment ils ont ouvert la boîte de pandore et donné libre cours aux lois fondamentales du capitalisme. On y voit le profit, le marché, l'offre et la demande dominer la vie économique. On y voit la formation de la bourgeoisie capitaliste, l'exploitation du prolétariat, le chômage se développer.

Bill BLAND tire les conclusions qui s'imposent, le prolétariat ayant perdu le pouvoir politique : l'Etat soviétique est devenu dans son essence un Etat bourgeois, le Parti communiste le Parti de la nouvelle bourgeoisie et ce, même s'ils conservent encore un certain temps les apparences de l'Etat et du parti prolétarien.

Novembre 2005
C.M.C

¹ Le Parti fut « épuré » et des milliers de cadres et militants communistes furent exclus

L'abandon de la planification économique centralisée

L'une des caractéristiques essentielles d'une société socialiste est que la production est planifiée **dans l'intérêt des travailleurs**.

Mais en 1955, seulement deux ans après la mort de Staline, des économistes révisionnistes comme E. Liberman préconisaient dans les journaux économiques soviétiques de libérer l'économie d'une direction centralisée « excessive » et de donner une plus grande liberté aux directeurs des entreprises pour décider ce que et combien les entreprises qu'ils dirigent devraient produire :

« Ces imperfections de la direction économique doivent être éliminées... en développant l'initiative et l'indépendance économique des entreprises ». ²

En septembre 1965 la thèse de Liberman est adoptée par le comité central du parti communiste :

« La production des entreprises est régulée par de nombreux indices qui limitent l'indépendance et l'initiative du personnel des entreprises, diminuent leur sens des responsabilités. Pour améliorer l'organisation de la production il est judicieux de mettre fin à une régulation excessive de l'activité des entreprises, de réduire le nombre d'indices imposés aux entreprises ». ³

« Afin d'élargir l'indépendance et libérer l'initiative économique des entreprises, le nombre d'objectifs assignés aux entreprises par les ministères et les départements a été réduit à un minimum »⁴.

En fait, les « indices » « des réformes économiques » censées être des directives pour les entreprises, sont devenues des « recommandations » que les entreprises peuvent suivre ou non dans leur prévision :

« Les indices du plan étaient remis aux entreprises, non pas en tant que directives précises, mais plutôt comme indications pour définir leurs objectifs ». ⁵

Ainsi, les entreprises en passant sous le nouveau système « réformé »,

² E. G. Liberman : « Comptabilité analytique et stimulants matériels dans l'industrie », - Voprosy Ekonomiki -, N° 6, 1955

³ CC du PCUS : Décision pour améliorer la direction de l'industrie dans : *La réforme économique soviétique : Caractéristiques et objectifs principaux* - Moscou ; 1967 ; p. 147

⁴ A.N. Yefimov : « Plans à long terme et prévisions scientifiques ». dans : *Réformes économiques soviétiques : Progrès et problèmes* ; Moscou ; 1972 ; p. 16

⁵ Liberman : Le « plan, gestion directe et rentabilité », dans : *Pravda*, 21 novembre 1965

ont pu dans la pratique décider de leur propre production – et ce jusqu'au type et à la qualité des produits qu'elles fabriquent:

« Ces entreprises (c'est-à-dire celles fonctionnant sous le système réformé - NDR) planifient elles-mêmes leur production ».⁶

Les « entreprises décident elles-mêmes les marchandises à produire en termes de quantité, en valeur ainsi que des indicateurs économiques à suivre ».⁷

Ce système a été appelé par euphémisme : « planification par le bas ».⁸

Sous ce système, l'Etat ne peut plus influencer l'économie directement au moyen de directives économiques, mais indirectement par le genre « de leviers économiques » qui sont utilisés par l'Etat dans les pays capitalistes classiques:

« La volonté de faire une plus large utilisation des leviers économiques et des stimulants économiques dans la planification est une réaction bienvenue contre une conception administrative du plan ».⁹

Le profit comme régulateur de la production

L'abolition de la planification économique centralisée comme régulateur de la production a entraîné son remplacement par un régulateur différent, qui ne pouvait être que le profit, défini par les économistes soviétiques contemporains comme « ... la différence entre le prix et le coût de la production ».¹⁰

Ainsi, avec « la réforme économique » le profit est devenu le régulateur de la production :

La « production est subordonnée à l'évolution des profits ».¹¹

« Dans les conditions de la gestion des coûts, l'ensemble des leviers économiques influence à la longue l'entreprise par l'intermédiaire... du profit ».¹²

« Dans la polémique sur la rentabilité quelques économistes ont basé

⁶ V. Sokolov, M. Nazarov et N. Kozlov : « *L'entreprise et le client* », dans : « *Ekonomicheskaya Gazeta* », 6 janvier 1965

⁷ B.I. Braginsky : « *Planification et gestion dans l'économie soviétique* », dans : « *L'économie planifiée soviétique* » ; Moscou ; 1974 ; p. 125-26

⁸ R. Belousov : « Le mot d'ordre central est efficacité économique » dans : « *Pravda* », 13 novembre 1964.

⁹ L. Alter : « les incitations doivent être liées à la planification à long terme d'une entreprise », dans : « *Voprosy Ekonomiki* », N° 11, 1962).

¹⁰ L. Gatovsky : « Le rôle du profit dans une économie socialiste », dans : « *Kommunist* ». N° 18, 1962

¹¹ G. Kosiachenko : « Importantes conditions pour l'amélioration de la planification », dans : « *Voprosy Ekonomiki* », N° 11, 1962

¹² B. Sukharevsky : « Entreprise et moyens de stimulation », dans : « *Ekonomicheskaya Gazeta* », N° 49, 1965).

leurs objections sur le fait que faire du profit un régulateur de la production sociale c'est utiliser une catégorie capitaliste. De telles objections, naturellement, sont insoutenables ».¹³

Ainsi, sous « la réforme économique » :

« ... Le profit sert de critère le plus général pour régler toute l'activité de l'entreprise ».¹⁴

Le critère suprême du rendement d'une entreprise est la rentabilité, le profit réalisé chaque année par une entreprise comme pourcentage du capital total engagé:

« L'indice le plus général représentatif de l'activité d'une entreprise est l'indice de la rentabilité, calculé comme rapport entre les profits réalisés et les capitaux engagés dans la production ».¹⁵

« Cet indice (de rentabilité - NDR)... est employé couramment dans les pays capitalistes (ceci n'est ni plus ni moins que le taux de profit par rapport au capital investi) »¹⁶

Le rôle du marché

Le profit, le régulateur de la production soviétique depuis « la réforme économique », est réalisé non dans la production des marchandises mais dans leur vente :

Le « profit est réalisé par les marchandises vendues sur le marché, et non sur la base de celles produites ».¹⁷

Ainsi, la régulation de la production au moyen du profit, est en fait réalisée par l'intermédiaire du marché :

« *Nous devons reconnaître que... le mécanisme du marché joue un rôle de régulation de la production* ». ¹⁸ Cela signifie que la régulation de la production par le marché fonctionne comme dans un pays capitaliste classique :

« Puisque la production des marchandises existe, la régulation par l'offre et la demande... fonctionne ».¹⁹

Les économistes soviétiques engagés dans « la réforme économique »

¹³ A.Sukharevsky: « Améliorer la forme et des méthodes incitatives », dans: « Voprosy Ekonomiki », N° 11, 1962.

¹⁴ L. Leontiev : « Le plan et les méthodes de direction économique », dans : « Pravda », 7 septembre 1954

¹⁵ P. Bunich : « Indices de stimulation économiques pour augmenter l'efficacité des investissements en capital d'équipement et taux de rentabilité », dans : « Voprosy Ekonomiki », N° 12, 1965.

¹⁶ I. Kasitsky : « La question principale : Critères pour les primes et indices prévus pour les entreprises », dans : « Voprosy Ekonomiki », N°, 11, 1962.

¹⁷ G. Kosiaschenko : « Le plan et la comptabilité analytique », dans : « Finansy SSSR », N° 12, 1964.

¹⁸ L. Konnik : « Planification et marché », dans : « Voprosy Ekonomiki », N° 5, 1966).

¹⁹L. Gatovsky : op. cité; p. 89.

expliquent, comme leurs collègues dans les pays capitalistes classiques, que les forces du marché, mues par l'objectif de rentabilité, règlent la production sociale de façon à satisfaire les exigences du peuple (dans la mesure où à un moment donné les forces productives le permettent):

L' « augmentation du profit... est l'un des moyens de satisfaire totalement les exigences du peuple ». ²⁰

Ces économistes admettent que la « demande » à laquelle la production doit être adaptée par le marché est « la demande effective », la demande exprimée en termes d'argent dont les consommateurs potentiels disposent pour l'achat des produits sur le marché:

« L'inégale distribution des revenus entre les différents secteurs de la population résulte que les groupes les plus défavorisés ne satisfont pas entièrement leurs besoins élémentaires, alors que les groupes dans les couches les plus élevées peuvent satisfaire leurs besoins les moins essentiels ». ²¹ « Les entreprises industrielles tendent à réduire la production de marchandises qui rapportent peu et particulièrement celle des articles qui ne rapportent rien malgré le fait qu'il existe une demande élevée du consommateur ». ²²

En basant les plans de production des entreprises sur l'évaluation du marché cela a provoqué le développement des mêmes caractéristiques que l'on trouve dans les pays capitalistes classiques :

« Il est essentiel de conduire l'analyse du marché à des fins pratiques de production ». ²³

Les commerçants

Les « affaires sont bien mieux réalisées par les commerçants qui ont le personnel qualifié, pour stimuler les ventes. La devise doit être : « Pas un client ne doit repartir sans achats ». ²⁴

La publicité

Les « meilleures affaires sont réalisées par les commerçants qui font de la publicité ». ²⁵

²⁰ L. Gatovsky : op. Cité.

²¹A.Rumyantsev : Direction de l'économie soviétique aujourd'hui : Principes de base , dans : « Réforme économique soviétique : Progrès et problèmes » ; Moscou ; 1972 ; P. 28.

²² A. Levin : « Incitations économiques pour satisfaire la demande du consommateur », dans : « Voprosy Ekonomiki », N° 4, 1972.

²³ L. Gatovsky : op. CIT ; p. 88.

²⁴ V. Sokolov, M. Nazarov et N. Kozlov : op. Cité.

²⁵ V. Sokolov, M. Nazarov et N. Kozlov : ibid.

Rendement du capital productif

Clairement, le taux de profit réalisé par une entreprise ne peut avoir aucune prise si l'Etat continue à distribuer le capital productif aux entreprises directement, sans coût, comme cela était pratiqué par les Soviétiques sous le socialisme. En conséquence, afin de faire du taux de profit une réalité, « la réforme économique » a introduit la possibilité pour les entreprises d'utiliser librement leurs capitaux (ressources naturelles y compris, telles que la terre, les minerais et l'eau). Ce principe a été approuvé par le comité central du parti communiste en septembre 1965 : « Il est nécessaire d'introduire des prélèvements en faveur du budget d'Etat sur les bénéfices des entreprises proportionnellement à la valeur des capitaux fixes et circulants qui leur sont octroyés, ces prélèvements sont considérés comme remboursement des capitaux octroyés ».²⁶

« En 1965 les prélèvements annuels de l'Etat pour l'utilisation des capitaux ont été en moyenne de 15% de la valeur des capitaux de production utilisés par l'entreprise. »²⁷

Plus tard, des modalités de paiement alternatives pour les capitaux investis dans la production ont été introduites : le paiement d'une somme forfaitaire. Somme qui peut être payée sur les propres fonds de l'entreprise ou être financée au moyen d'un crédit bancaire remboursable avec intérêt.

Crédit et intérêt

Comme pour le capital productif, le profit réalisé par une entreprise ne peut jouer aucun rôle dans l'économie si les capitaux continuent à être distribués aux entreprises sans coût, comme cela se pratiquait sous le socialisme. Pour que le taux de profit devienne une réalité, il devient nécessaire que les capitaux soient mis à disposition des entreprises exclusivement sous forme de crédit bancaire, remboursable par l'entreprise avec intérêt :

« Le financement gratuit... sera de plus en plus remplacé par le crédit, c'est à dire par une forme de prêt à l'entreprise qui doit être remboursé ».²⁸ Ce principe a été inclus dans « la réforme économique » introduite en septembre 1965 :

²⁶ A.N. Kosygine : « Améliorer la gestion industrielle, perfectionner la planification et augmenter des incitations économiques dans la production industrielle », dans : « Izvestia », 28 septembre 1965.

²⁷ L. Vaag : « Selon un seul taux de bénéfice », dans : « Ekonomicheskaya Gazeta », N° 45, 1965.

²⁸ L. Gatovsky : « Unité du plan et de la comptabilité analytique », dans : « Kommunist », N° 15, 1965.

« L'utilisation des crédits doit être augmentée ».²⁹

Dès 1976 plus de 50% des capitaux des entreprises proviennent des crédits bancaires :

« Actuellement chaque deuxième rouble du capital en circulation dans l'industrie vient du crédit. La part du crédit dans l'agriculture, le commerce et dans d'autres branches est encore plus élevée ».³⁰

« En 1967 le taux d'intérêt standard a été augmenté de 4 à 4.25% pour des prêts à court terme et de 4.5 à 6% pour des prêts à long terme. »³¹

En conséquence, quand une entreprise doit rembourser un crédit bancaire, le taux d'intérêt devient la limite inférieure de rentabilité pour l'entreprise :

« Le niveau de l'intérêt devient la limite inférieure de rentabilité permise ».³²

Comme dans un pays capitaliste classique, le crédit bancaire « de la réforme économique » est normalement avancé à une entreprise avec des garanties :

Le « crédit doit être sécurisé. Seulement dans des cas spéciaux... les prêts octroyés par la banque d'Etat apportent une telle sécurité ».³³ Le taux d'intérêt sur le crédit a été fixé à un niveau élevé par le gouvernement pour qu'il puisse être utilisé -- comme dans les pays capitalistes classiques -- en tant que « levier économique » pour influencer sur l'économie :

Le « crédit est utilisé comme instrument pour influencer l'économie ».³⁴

Propriété des moyens de production

Dans la propagande soviétique révisionniste des années 60, les moyens de production étaient encore présentés comme « propriété du peuple ». Mais le statut sur l'entreprise socialiste de production d'état, adoptée par le Conseil de Ministres de l'URSS le 4 octobre 1965, donne à l'entreprise le droit de posséder en propre les capitaux qu'elle investit dans la production:

²⁹ A.N. Kosygin : op. Cité.

³⁰ A.N. Kosygin : « Directives pour le développement de l'économie nationale de l'URSS période 1976-1980 », le 25ème congrès de PCUS ; Moscou ; 1976 ; p. 4243.

³¹ A.H. Hermann : « Finances est-ouest », dans : « Le banquier », volume 121, N° 546 ; Août 1971 ; p. 878.

³² P. Bunich : op. cité.

³³ K.N. Plotnikov : « Finances et crédit soviétiques », dans : « L'économie planifiée soviétique » ; Moscou ; 1974 ; p. 221.

³⁴ M. Pessel : « Le crédit et son développement dans des conditions courantes », dans : « Nauchnye Doklady Vysshei Shkoly : Ekonomicheskie Nauki », N° 9, 1972.

« L'entreprise exercera ses droits de propriété... sous son contrôle opérationnel ».³⁵

En conséquence, l'acquisition de capitaux par une entreprise est décrite en tant qu' « achat » :

« L'approche simple pour gérer l'économie est affichée... en garantissant aux entreprises les mêmes droits... pour acquérir des moyens de production ».³⁶

Que les termes de « propriété » et « d'achat » ne soient pas utilisés ici dans leur signification exacte est démontré par le fait que le statut des entreprises leur donne le droit de louer ou vendre les moyens de production qu'elles « possèdent » :

« L'entreprise exercera ses droits de disposition de la propriété sous son contrôle opérationnel. L'entreprise peut louer à d'autres entreprises, bâtiments, organismes et structures, aussi bien que la production, entrepôts et autres installations qui lui sont octroyées. L'équipement en surplus... peut être vendu par l'entreprise à d'autres entreprises et organismes. . Les capitaux réalisés par la vente du matériel resteront à la disposition de l'entreprise ».³⁷

Le transfert de la propriété de l'Etat à une entreprise n'est pas son transfert à une agence de l'Etat, parce que « l'entreprise socialiste de production d'Etat » est décrite en tant qu' « *entreprise indépendante* »³⁸

Et :

« L' Etat n'est pas responsable des engagements de l'entreprise, et l'entreprise n'est pas responsable des engagements de l'Etat ».³⁹

Les économistes révisionnistes soviétiques voulaient écarter comme une « propagande bourgeoise sans fondement », l'allégation selon laquelle les entreprises ne sont pas vraiment indépendantes :

Un « autre concept bourgeois... nie l'indépendance économique des entreprises. Il n'est pas difficile de prouver le caractère erroné de cet argument ».⁴⁰

En outre, les droits de propriété d'une entreprise sont garantis par son directeur :

« L'entreprise est dirigée par un directeur. Le directeur de l'entreprise peut, sans intervention d'une quelconque tutelle... en son nom... disposer

³⁵ (Statut de l'entreprise socialiste de production d'état, dans : M.E. Sharpe (ED.): « Planning, bénéfices et incitations en URSS », volume 2 ; New York ; 1966 ; p. 291).

³⁶ P.G. Bunich : « Méthodes de planning et de stimulation », dans : « Réforme économique soviétique : Progrès et problèmes » ; Moscou ; 1972 ; p. 36.

³⁷ Statut sur l'entreprise socialiste de production d'état, dans : M.E. Sharpe (ED.) ; op. CIT, volume 2 ; p. 291, 293, 295.

³⁸ Ibid. ; p. 291.

³⁹ Ibid. ; p. 291.

⁴⁰ S. Khavina : « Dans le miroir tordu des théories bourgeoises », dans : « Ekonomicheskaya Gazeta », N° 44, 1965.

de la propriété et des fonds de l'entreprise ». ⁴¹

Le nouveau capitaliste soviétique

Le directeur d'une entreprise soviétique est ainsi devenu, depuis « les réformes économiques » des années 60, le possesseur effectif des moyens de production (autre que les ressources naturelles), il a la pleine responsabilité légale de leur utilisation :

« Les droits de l'entreprise concernant sa production et activité économique sont exercées par son directeur ». ⁴²

« Les directeurs industriels ont la pleine responsabilité des secteurs de production qui leur sont confiés ». ⁴³

Et puisque cette responsabilité est principalement de s'assurer que l'entreprise sous sa direction réalise le taux de profit le plus élevé, il est selon les mots de Marx,

« ...Un capitaliste. Il agit en tant que capitaliste, c'est-à-dire, en tant que capital personnifié et doté de conscience et de volonté ». ⁴⁴

Un rédacteur de « la revue d'affaires de Harvard » remarque en 1971 :

« Nombre de directeurs soviétiques s'adapteraient rapidement et sans difficultés à n'importe quel niveau hiérarchique dans la direction de l'entreprise aux Etats-Unis ». ⁴⁵

En février 1971 un « institut de gestion de l'économie nationale » a été ouvert à Moscou comme première « école d'affaires » soviétique. ⁴⁶ L'auteur que nous venons de citer fait le commentaire suivant dans même revue:

« Les Russes se sont encore tournés vers le monde non communiste ; ils créent un réseau d'écoles d'affaires ». ⁴⁷

Sous « la réforme économique », le directeur d'une entreprise soviétique d'Etat est nommé et peut être démis de ses fonctions par l'Etat - dans la pratique, jusqu'à récemment, par une décision de la direction du parti communiste :

« Le directeur de l'entreprise est nommé et démis de son poste par l'organisme supérieur ». ⁴⁸

⁴¹ Statut sur l'entreprise socialiste de production d'état, dans : M.E. Sharpe (ED.) ; op. CIT, volume 2 ; p. 310-11.

⁴² *Statut des entreprises socialistes d'état*, dans : M.E. Sharpe (ED.) ; op. CIT, volume 2 ; p. 299.

⁴³(A.N. Kosygine : op. cité ; p. 42.

⁴⁴ K. Marx : « Capital », volume 1 ; Londres ; 1974 ; p. 151.

⁴⁵ M.I. Goldman : « Plus chaleur en serre chaude soviétique », dans : « Revue d'affaires de Harvard », volume 49, N° 4 ; Juillet l'août 1971 ; p. 15.

⁴⁶ Z. Katz : « La classe de Nachalik (directeur) en URSS » ; Cambridge (Etats-Unis) ; 1973 ; p. 25).

⁴⁷ M.I. Goldman : op. CIT ; p. 15.

⁴⁸ Statut de l'entreprise socialiste de production d'Etat, dans : M.E. Sharpe (ED.):

Le droit d'embaucher et de licencier

Sous l'ancien système socialiste, un ouvrier ne pouvait être licencié que pour conduite grave (comportant habituellement une attitude criminelle en liaison avec son travail) et seulement avec le consentement du conseil syndical de l'entreprise :

« La législation sur le travail soviétique... permet le renvoi d'un ouvrier par la direction seulement avec l'accord du comité syndical local et celui de l'usine sur des faits punis par la loi »⁴⁹

Un élément important « de la réforme économique » a été de donner aux dirigeants des entreprises le pouvoir sans contrôle de licencier des ouvriers dans le cadre d'un programme de rationalisation :

Les « dirigeants ont le droit d'embaucher et de licencier ». ⁵⁰

« Le volume des ressources pour les salaires est également déterminé par l'entreprise ». ⁵¹

« Dorénavant les entreprises ne seront pas contraintes sur le nombre de personnes qu'elles doivent employer. L'introduction de la comptabilité analytique complète, naturellement, révélera quel est le niveau de travail en surplus dans les entreprises ». ⁵²

L'accumulation « secondaire » du capital

Sous l'Etat socialiste qui a existé en Union soviétique, la classe ouvrière était collectivement propriétaire des principaux moyens de la production.

Avec « la réforme économique » des années 60, cependant, comme nous l'avons montré, la classe ouvrière soviétique a été expropriée de ses moyens de production, qui sont devenus la propriété d'une nouvelle classe des capitalistes soviétiques représentée par les directeurs des entreprises industrielles.

Ce processus est essentiellement une répétition de ce que Marx, en décrivant le développement de la société capitaliste à partir de la société féodale, a appelé l'accumulation primitive du capital :

« Le système capitaliste présuppose la séparation complète des travailleurs de toute propriété, d'avec les moyens par lesquels ils peuvent réaliser leur travail. Le processus, donc, qui ouvre la voie au capitalisme n'est autre que le processus qui prive le travailleur de la

op. CIT, volume 2 ; p. 310.

⁴⁹ « Trudovoe Pravo : et Entsiklopedichesky Slovar » ; Moscou ; 1959 ; dans : R. Conquest : (ED.) : « Ouvriers de l'industrie en URSS » ; Londres ; 1967 ; p. 19.

⁵⁰ S. Kamenitser : « L'expérience de la gestion industrielle en Union Soviétique » ; Moscou ; 1975 ; p. 40.

⁵¹ « Les contrats directs augmentent », dans : « Ekonomicheskaya Gazeta », N° 3, 1965.

⁵² L. Gatovsky : « Unité de plan et de comptabilité analytique », dans : op, cité.

possession de ses moyens de production, d'un processus qui transforme, d'une part, les moyens sociaux de subsistance et de production en capital, de l'autre, des producteurs immédiats en travailleurs salariés. La prétendue accumulation primitive n'est, donc, rien d'autre qu'un processus historique de séparation du producteur d'avec les moyens de la production ». ⁵³

Nous appellerons cette répétition du processus de l'accumulation primitive du capital en Union Soviétique l'accumulation « secondaire » du capital.

La vente de la force de travail

Marx a démontré qu'un ouvrier qui ne possède aucun moyen de production ne peut vivre qu'en vendant sa force de travail, son aptitude pour le travail. Et comme cela a été dit, les ouvriers soviétiques ont été dépossédés de la propriété des moyens de la production qu'ils avaient sous le socialisme, ils n'ont maintenant aucune autre manière de vivre qu'en vendant leur force de travail à la nouvelle classe des capitalistes soviétiques :

« Un travailleur a le droit de disposer librement de sa force de travail. Il réalise ce droit en signant un contrat de travail avec l'entreprise ». ⁵⁴

Le terme « dispose librement » est clairement un euphémisme pour « vente ».

La valeur de la force de travail

Marx a précisé que la valeur de la force de travail est déterminée, comme celle de n'importe quel autre marchandise, par la quantité de travail socialement nécessaire exigée pour sa production, c'est-à-dire, par la valeur des moyens de la subsistance - dans une société donnée et dans des conditions historiques données – nécessaires à la vie de l'ouvrier et des personnes à sa charge. Bien que les économistes révisionnistes soviétiques nient que, dans leur société, la force de travail soit une marchandise avec une valeur, ils admettent que « *les dépenses de travail pour reproduire la force de travail* » « sont évaluées en termes de valeur qui sont avec précision celles que Marx analyse :

« Le facteur objectif qui détermine ce niveau (des salaires – NDR) est le besoin de fournir à des employés de bureau et d'usine ... les moyens de vie suffisants pour assurer la reproduction de la force de travail ». ⁵⁵

⁵³ K. Marx : op. cité Volume 1 ; p. 668.

⁵⁴ A.Sukhov : « La mobilité du travail et ses causes », dans : « Nauchnye Doklady Vysshei Shkoly : Ekonomicheskie Nauki », N° 4, 1972.

⁵⁵Y.L. Mannevidch : « Systèmes de salaires », dans : « L'économie planifiée soviétique » ; Moscou ; 1974 ; p. 230.

« Le coût de reproduction de la force de travail est déterminée par l'évaluation des valeurs des moyens existants qui forment la source pour le renouvellement de la force de travail ». ⁵⁶

Le prix de la force de travail

Sur un marché de travail concurrentiel le prix de la force de travail (c'est à dire, le niveau des salaires) varie comme le prix de n'importe quelle autre marchandise autour de sa valeur en relation avec la demande effective sur ce marché :

Les « salaires augmenteront et diminueront (sur un marché de travail concurrentiel - NDR) selon l'offre et la demande. Dans ces variations, cependant, le prix du travail (de la force de travail -NDR) sera déterminé par le temps de travail nécessaire pour produire cette marchandise – la force de travail ». ⁵⁷

Là où il y a une pénurie relative d'un type particulier de force de travail, les entreprises se font concurrence pour acheter cette force de travail :

« Les nouvelles entreprises sont amenées dans certaines circonstances nouvelles à attirer le personnel, particulièrement le personnel qualifié des anciennes entreprises. Une telle pratique est très répandue ». ⁵⁸

Dans cette concurrence pour l'achat de la force de travail, les entreprises utilisent des moyens attractifs telles que les bonifications et les services d'assistance sociale. Déjà en 1972 les économistes révisionnistes soviétiques admettaient que la mobilité élevée des ouvriers soviétiques était due à la recherche concurrentielle de meilleures conditions :

Le « turnover de la main d'œuvre est influencé par un certain nombre de facteurs qui sont fondamentalement liés aux conditions de travail ou aux différences dans les niveaux matériels du bien-être.

Approximativement 50% de toutes les personnes quittant leur emploi de leur propre chef le font pour ces raisons ». ⁵⁹

« En 1967 5.5 millions de personnes se sont déplacées d'une ville à l'autre, 3.1 millions des villages aux villes, et 1.5 million des villes vers les villages. En outre, plusieurs millions de personnes se sont déplacées

⁵⁶ E.N. Zhiltsov : « En ce qui concerne le sujet économique d'une éducation plus élevée », dans : « Vestnik Moskovskogo Universiteta : Seria Ekonomika », N° 1, 1973).

⁵⁷ (K. Marx : « travail salaire et capital », dans : « Œuvres choisies ». Volume 1 ; Londres ; 1943 ; p. 262).

⁵⁸ E. G. Antosenkov : « La disponibilité et le turnover du personnel », dans : « Izvestia Sibirskogo Otdeleniya Akademii Nauk SSSR : Seria Obshchestvennykh Nauk », N° 11, 1972.

⁵⁹ L. Kuprienko : « Influence des niveaux de vie sur le mouvement des ressources de main d'œuvre », dans : « Voprosy Ekonomiki », N° 3, 1972.

d'un village à l'autre ». ⁶⁰

Le marché du travail soviétique a pris une forme concrète en 1967 par l'établissement des « agences d'utilisation de la main d'œuvre » :

« En 1967 au niveau des républiques, des agences d'utilisation de la main d'œuvre ont été mises en place. Elles sont responsables de la recherche d'emplois pour des ouvriers et les employés ». ⁶¹

Marx a soutenu que les niveaux du salaire réel dans la société capitaliste tendent à augmenter avec le développement des forces productives. Le but de la classe des capitalistes, cependant, est d'essayer de s'assurer que, si les salaires réels se développent, ils se développent plus lentement que la croissance de la productivité du travail. Dans ces conditions, la part de revenu national qui revient à la classe ouvrière diminue en dépit de la hausse des salaires réels, c'est-à-dire qu'il y a augmentation de l'exploitation. C'est naturellement également la politique suivie par la classe capitaliste soviétique:

« On doit strictement assurer la croissance prioritaire de la productivité du travail au-dessus de la croissance des salaires ». ⁶²

« Ce but a été réalisé pendant la période du 9ème Plan quinquennal (1971-75), quand les salaires moyens ont augmenté de 20% tandis que la productivité moyenne de la force de travail augmentait de 23%. » ⁶³

Naturellement, donc, la plupart des économistes révisionnistes soviétiques conviennent que l'un des aspects de « la planification centralisée de l'économie » qui doit être maintenu est le contrôle par l'Etat des niveaux de salaire :

« La centralisation des taux de base des salaires constitue, comme avant, la base des salaires.

La réglementation par l'Etat des salaires est nécessaire.

Le nouveau système de stimulation économique de la production préserve la régulation des salaires par l'Etat ». ⁶⁴

Salaires des dirigeants

Le personnel technique gestionnaire et de direction d'une entreprise industrielle soviétique reçoit des salaires mensuels. Le salaire d'un directeur d'entreprise était en 1974 jusqu'à 7,2 fois le salaire plancher de l'ouvrier moyen :

« Le salaire d'un agent de maîtrise dans la plus haute catégorie est de 10-20% plus élevé que le salaire d'un ouvrier hautement qualifié. Des gérants

⁶⁰ V. Perevedenstev : « Migration de la population et l'utilisation des ressources de main d'oeuvre », dans : « Voprosy Ekonomiki », N° 9, 1970.

⁶¹ U. Korshagin : « Utilisation des ressources en main d'oeuvre dans le nouveau plan quinquennal », dans : « Planovoe Khoziaistvo », N° 4, 1971.

⁶² « L'économie soviétique va de l'avant » ; Moscou ; 1973 ; p. 18-19.

⁶³ A.N. Kosygine : 'Directives - op cité ; p. 13, 18.

⁶⁴ A.Sukharevsky : « L'entreprise et le stimulant matériel » ; op. cité.

de magasin de la couche supérieure sont payés plus de deux fois plus qu'un agent de maîtrise au plus bas du groupe. Le salaire d'un directeur d'entreprise est toujours plus du triple du salaire d'un agent de maîtrise ». ⁶⁵ Cependant, la différence de salaire entre les ouvriers de la base et le personnel de direction ne représente qu'une part mineure du différentiel réel du revenu entre ces catégories ; comme il sera montré, la plus grande différence vient des « primes de bonification ».

Contrôle des prix

Sous le système socialiste qui a autrefois existé en Union Soviétique, les prix des produits étaient fixés par l'Etat. Bien qu'en fixant le prix d'un produit, sa valeur ait été prise en considération, le prix réel a été déterminé selon l'évaluation par l'Etat des exigences sociales. Ainsi, sur une période considérable, le prix de la vodka a été fixé au-dessus de sa valeur afin de décourager sa consommation ; d'autre part, les prix pour l'habillement ont été fixés au-dessous de la valeur afin d'aider les travailleurs dans l'achat de vêtements. En conséquence, les entreprises de vodka ont réalisé un « taux de profit » au-dessus de la moyenne, alors que les entreprises d'habillement réalisaient un taux au-dessous de la moyenne.

Mais ce « taux de profit » ne peut devenir une réalité, comme régulateur de la production, seulement si cette méthode « volontariste » de fixer des prix est abandonnée, et si les prix sont adaptés aux valeurs. Dans la campagne de propagande qui a précédé « la réforme économique », on a donc évalué les prix par rapport à la valeur : Les « prix doivent... refléter les dépenses de travail socialement nécessaire ». ⁶⁶

Le nouveau « Comité d'Etat pour les prix » installé sous « la réforme économique » a été chargé de l'élaboration d'un nouveau système des prix, « basant ses décisions sur la nécessité d'établir des prix aussi proches que possible des niveaux des dépenses de travail socialement nécessaires ». ⁶⁷ La « réforme des prix » a été imposée d'abord sur les prix de gros le 1er juillet 1967, avec pour résultat l'augmentation des prix de gros de 8% en moyenne pour l'industrie et en particulier par une augmentation moyenne de 15% pour l'industrie lourde ». ⁶⁸

« Quelques prix de gros ont en fait fortement augmenté – comme par exemple, l'augmentation de 78% du prix du charbon » ⁶⁹ Le but de cette

⁶⁵ Y.L. Manevich : « Systèmes de salaires » ; op,cité ; dans : p. 251-52.

⁶⁶ « Programme du parti communiste de l'Union Soviétique » ; Moscou ; 1961 ; p. 83

⁶⁷ A.N. Kosygin : « Sur l'amélioration de la direction industrielle » ; op. CIT ; p. 30.

⁶⁸ (L. Maizenberg : « Améliorations du système de prix de gros », dans : « Voprosy Ekonomiki », N°, 6, 1970).

⁶⁹ V. Sitnin : « Prix de gros : Les résultats et les tâches », dans :

réforme des prix a été réalisée pour créer dans chaque branche d'industrie et pour chaque « entreprise fonctionnant normalement » les conditions pour que la rentabilité puisse jouer :

« La réforme des prix de gros... a été effectuée pour créer les conditions pour que toutes les branches d'industrie et que chaque entreprise « fonctionnant normalement » deviennent rentables. »⁷⁰ En fait, la réforme de prix de gros a provoqué une hausse du profit industriel considérablement plus élevé que prévu :

« Le niveau des nouveaux prix de gros... a été basé sur une projection que la rentabilité à l'échelle industrielle serait approximativement de 15%. En fait, en 1968 elle s'est avéré être de 20.1%, et dans le cas des entreprises fonctionnant sous le nouveau système de planification et d'incitation économique a été de 22.9% ».⁷¹ Mais la réforme des prix de gros était seulement une première étape dans la « réforme des prix », le but fondamental était que les prix devraient flotter selon la relation variable entre l'offre et la demande sur le marché. La prochaine étape était, donc, de donner aux entreprises la possibilité de fixer les prix elles-mêmes :

Des « mesures pour augmenter la souplesse... de la formation des prix ont été également adoptées récemment. Selon ces méthodes, les entreprises fixent elles-mêmes les prix de production ».⁷²

La difficulté de concilier cette situation avec la fiction du maintien de la centralisation économique y compris le contrôle des prix, a été résolue en chargeant les « organes de planification » centraux de la publication de « normes des prix » tout en laissant les entreprises fixer les « prix concrets » :

« Il est essentiel de confirmer... la centralisation des prix de base et de leurs normes... par l'établissement des prix concrets par les entreprises ou les associations elles-mêmes ».⁷³

Naturellement, ces « prix concrets » sont souvent fondamentalement différents des « normes des prix » publiées par les « organes de planification » centraux :

L'« expérience... a montré que les révisions suivantes des prix ne maintiennent pas la continuité des plans à long terme et courants non seulement en ce qui concerne les objectifs en termes de valeur mais également en ce qui concerne la valeur en général ».⁷⁴

« Ekonomicheskaya Gazeta », N° 6, 1968.

⁷⁰ V. Sitnin : op. CIT ; p. 26.

⁷¹ I.Sher : « Crédit à long terme pour l'industrie », dans : « Voprosy Ekonomiki », N° 6, 1970).

⁷²P.G. Bunich : « Méthodes de planning et de stimulation », dans : op. CIT ; p. 43.

⁷³A. Komin : « Problèmes dans la méthodologie et la pratique de la formation prévue des prix », dans : « Planovoe Kkoziaistvo », N° 9, 1972.

⁷⁴ V. Kotov : « « Prix : L'instrument du planning économique national et de la base des index de valeur du plan », dans : « Planovoe Khoziaistvo », N°

L'accumulation du profit au niveau de l'entreprise

Pour que le profit agisse comme régulateur de la production sociale dans des conditions où la production est décidée par les entreprises elles-mêmes, chaque entreprise doit conserver une part suffisante des profits qu'elle réalise pour en distribuer une partie au personnel dirigeant de l'entreprise en charge de « réaliser » ce profit :

« Il est nécessaire de laisser aux entreprises une part plus importante de leurs profits ». ⁷⁵ En conséquence, la part moyenne des profits conservée par les entreprises a augmenté entre 1966 et 1969 comme suit : « 1966:26% 1967:29% 1968:33% 1969:40% » ⁷⁶

Stimulants économiques

Sous le socialisme les salaires étaient, dans la mesure du possible, proportionnel à la quantité et à la qualité du travail exécuté, alors que les stimulants étaient basés sur le dépassement du plan.

L'abolition de la planification économique centralisée et l'établissement de la rentabilité comme régulateur de la production sociale ont entraîné le remplacement de ce système des stimulants d'une entreprise par un autre basé sur le taux de profit réalisé par l'entreprise et tiré de ce profit :

« Il est nécessaire d'introduire un système sous lequel la décision de l'entreprise d'augmenter la rémunération de ses ouvriers et employés seraient déterminées, avant tout, par... une plus grande rentabilité de la production. Les entreprises doivent avoir à leur disposition - en plus des fonds de salaire -- leur propre fonds pour récompenser individuellement le personnel pour avoir contribué à la réalisation de résultats globaux élevés. Ce fonds doit provenir des profits réalisés par l'entreprise » ⁷⁷ « Dans les nouvelles conditions, le rôle stimulant du profit augmente considérablement les fonds d'intéressement ... alimentés par les profits. Les fonds doivent être considérablement plus conséquents que les fonds précédents.... Plus le profit obtenu par l'entreprise est élevé, plus élevées seront les dotations aux fonds d'intéressement et aux fonds pour le développement de la production ». ⁷⁸

« En quatre années, de 1966 à 1969, la taille moyenne des fonds d'intéressement a été multiplié par quatre. » ⁷⁹

9, 1972.

⁷⁵ A..N. Kosyguine : « Améliorer le management industriel... » ; op. cité).

⁷⁶ la N.Y. Drogichinsky : op. Cité.

⁷⁷ A.N. Kosyguine : « Sur améliorer la direction industrielle » ; op. CIT ; p. 25-26.

⁷⁸ V. Garbuzov : « Finances et signaux de stimulation économiques », dans : « Ekonomicheskaya Gazeta », N° 41, 1965.

⁷⁹la N.Y. Drogichinsky : « Réforme de The.Economic dans l'action », dans :

« Profit socialiste »

Comme nous l'avons montré, avec la « réforme économique » le profit est devenu le but et le régulateur de la production sociale. Mais, prétendant continuer la « construction du socialisme », les révisionnistes soviétiques nomment ce profit : « ... Profit socialiste ».⁸⁰ Bien que niant le fait que « le profit socialiste » provient de l'exploitation des travailleurs, la définition du « profit » donné par les économistes soviétiques révisionnistes dans « la réforme économique » comme « *profit formé de la différence entre le prix et le coût de la production* »⁸¹ est pratiquement identique à celle donné par Marx pour la plus value (profit au sens large) dans une société capitaliste classique :

« La plus value est la différence entre la valeur du produit et la valeur des éléments consommés dans la formation de ce produit ».⁸²

Ainsi, acceptant tacitement que « le profit socialiste » ne diffère pas du profit des pays capitalistes classiques, les économistes révisionnistes soviétiques se replient sur l'argument qu'il diffère en principe avec le profit dans les pays capitalistes classiques par, disent-ils, sa distribution :

« Le défaut du capitalisme ne se trouve pas dans le profit, mais dans sa répartition ».⁸³

« *Sous le socialisme le profit est distribué dans l'intérêt du peuple* ».⁸⁴ Cet argument sera examiné dans les deux prochaines sections.

Distribution « du profit socialiste »

Si le profit est en réalité le but et le régulateur de la production soviétique, alors la part du lion des intéressements distribués à partir des fonds « de bonifications » de l'entreprise doit aller à ce personnel d'entreprise dont les décisions économiques ont principalement déterminé le taux de profit réalisé par l'entreprise -- c'est-à-dire, au personnel de direction.

« Nous devons soulever le rôle et la responsabilité des dirigeants des

'Réforme économique soviétique : « Progrès et problèmes » ; Moscou ; 1972 ; p. 207.

⁸⁰ E. G. Liberman : « Le plan, direction et rentabilité » ; op. cité.

⁸¹ L. Gatovsky : « Le rôle du profit dans une économie socialiste » ; op. cité.

⁸² K. Marx : « Capital », volume 1 ; Londres ; 1974 ; p. 201.

⁸³V. Belkin et I. Berman : « L'indépendance de l'entreprise et les stimulants économiques », dans : « Izvestia », 4 décembre 1964.

⁸⁴L. Gatovsky : « Le rôle du profit dans une économie socialiste » ; op. cité.

entreprises... dans l'accomplissement du profit escompté ». ⁸⁵

Le niveau des bonifications distribuées au personnel de direction est déterminé hors de l'entreprise, par l'Etat :

Les « bonifications aux directeurs des entreprises, à leurs collaborateurs, aux ingénieurs en chef, aux chefs des départements de planification, aux comptables en chef et aux chefs des départements techniques sont approuvées par le responsable de l'agence d'Etat du niveau supérieur » ⁸⁶

Le critère principal pour la détermination du niveau des bonifications distribuées au personnel de direction est le taux de profit réalisé par l'entreprise :

« La réalisation des objectifs de profitabilité... doit être l'un des critères pour accorder des bonifications à certaines catégories du personnel de direction ». ⁸⁷

« Les indicateurs principaux pour les bonifications attribuées aux dirigeants des entreprises sont l'accomplissement du plan de vente et une augmentation de la rentabilité ». ⁸⁸

D'autre part, le volume des bonifications distribuées aux ouvriers d'une entreprise est déterminé officiellement par le directeur. :

Les « bonifications attribuées aux dirigeants de l'entreprise... sont approuvées par le cadre supérieur de l'agence d'Etat supérieure, et celles attribuées à tous les autres employés par le directeur de l'entreprise ». ⁸⁹

Le niveau des bonifications payées aux ouvriers d'une entreprise est très différent du niveau de celles payées au personnel de direction.

En 1966 Les statistiques officielles soviétiques montrent que le personnel de direction a reçu 43.9% des fonds d'intéressement, alors que les ouvriers en recevaient 50.7%. ⁹⁰

Mais le personnel occupé dans l'industrie était réparti comme suit :
Personnel de direction : 4% - Ouvriers : 96% ⁹¹

Il s'ensuit que 1% du personnel reçoit 12.3% des bonifications s'il fait partie des dirigeants, et 0.5% s'il fait partie des ouvriers. Ainsi, en moyenne chaque membre de direction a reçu presque vingt-cinq fois la bonification reçue par chaque ouvrier.

En fait, la distribution « du profit socialiste » dans « la réforme économique soviétique ne diffère nullement de la distribution du profit dans les sociétés du capitaliste classique où existent les primes d'intéressement aux bénéficiaires.

⁸⁵G. Kosiachenko : « État important pour l'amélioration de la planification » ; op. cité).

⁸⁶ Y.L. Manevich : « Systèmes de salaires » ; op. cité

⁸⁷G. Kosiachenko : op. cité.

⁸⁸ S. Kamenitser : op. CIT ; p. 134.

⁸⁹ Y.L. Manevich : « Systèmes de salaires » ; op. cité.

⁹⁰ la N.Y. Drogichinsky : op. CIT ; p. 194.

⁹¹ M. Katz : « Modèles de la stratification sociale en URSS » ; Cambridge (Etats-Unis) ; 1972 ; p. 78.

Pollution environnementale

« La réforme économique » incite chaque entreprise à maximiser ses profits et à réduire au minimum ses coûts de production. Mais ce but est en conflit avec la nécessité sociale de réduire au minimum la pollution :

« L'intégration de programmes de contrôle de la pollution conduisent à la détérioration de la performance de la comptabilité analytique des entreprises ». ⁹²

En conséquence, la pollution environnementale dans « la réforme économique » de l'Union Soviétique a atteint des niveaux dangereux, comme dans les pays capitalistes classiques :

« Les gaz non épurés d'Union Soviétique... sont déchargés dans l'atmosphère, les eaux non épurées sont déversées dans les fleuves et arrosent les bassins, il y a l'érosion du sol, etc. ». ⁹³

« Pour toute une série de causes responsables de la détérioration de l'environnement aux Etats-Unis et en Union Soviétique, ces deux pays sont maintenant face avec la nécessité pratique de contrôler ce processus. Les dommages causés aux eaux superficielles par déchets, les entreprises chimiques, et autres usines sont bien connus. Journallement elles jettent des milliers de tonnes d'eau polluée dans les fleuves, les lacs et les océans... les dommages provoqués par ces effluents est incalculable ». ⁹⁴

Les écologistes soviétiques conviennent qu'une des deux causes principales de la pollution atmosphérique est le transport :

« Les sources principales de pollution atmosphérique sont aujourd'hui l'industrie de production d'énergie et le transport »(94), et que la difficulté de produire un véhicule à moteur non-nocif est économique, non technique :

« Naturellement, il est possible en principe de développer un véhicule à moteur qui n'émet pas les vapeurs toxiques ou nocives d'échappement. Cependant, ce serait... très coûteux ». ⁹⁵

Ils ont donc proposé que

« ... le nombre de véhicules à moteur soit réduit en retirant un nombre important de voitures privées ». ⁹⁶

Mais, en fait, c'est exactement l'opposé qui est prévu. « Le plan quinquennal » pour 1971-75 envisage :

« ... Une augmentation quadruple de production de voitures. Cette augmentation énorme du nombre de véhicules à moteur constitue une

⁹² N. Fedorenko et K. Gofman : « Problèmes de l'optimisation de la planification et le contrôle de l'environnement », dans : « Problemy Ekonomiki », N° 12, 1972.

⁹³ G. Khromushin : « Problèmes de l'écologie » ; dans 'Vorposy Ekonomiki », N° 8, 1973.

⁹⁴ K. Ananichev : « Environnement : Aspects internationaux » ; Moscou ; 1976 ; p. 118, 123.

⁹⁵ K. Ananichev : ibid. ; p. 97.

⁹⁶ K. Ananichev : ibid. ; p. 97-98.

menace de pollution atmosphérique à grande échelle ». ⁹⁷

Discrimination nationale

Du point de vue de Staline la politique nationale du parti communiste de l'Union Soviétique devrait inclure l'assistance de la fédération de Russie aux peuples de la périphérie :

« ... pour permettre que les peuples restés en arrière rattrapent la Russie centrale du point de vue politique, culturel et économique ». ⁹⁸

« Je conçois notre politique sur la question nationale comme une politique de concessions aux non-Russes. Cette politique est assurément correcte »⁹⁹.

En fait, cependant, les différences de niveaux économiques, sociaux et culturels entre les Républiques – d'après les statistiques officielles de la productivité industrielle, par revenu national, etc. ont augmenté après « la réforme économique ». ¹⁰⁰

Dans l'Ouzbékistan économiquement arriéré, par exemple, l'accroissement de la culture du coton pour l'« exportation » vers les Républiques industrialisées est la base de son économie :

« En développant l'agriculture de l'Ouzbékistan..... nous avons besoin d'un complexe agricole basé sur la culture du coton ». ¹⁰¹

Cette politique a conduit à un déclin réel dans la production de nourriture par habitant en Ouzbékistan :

Production de nourriture dans l'Ouzbékistan (kilogrammes par habitant)

¹⁰²	1959	1965
Viande	18.1	14.5

⁹⁷ K. Ananichev : ibid ; p. 121.

⁹⁸ J.V. Staline : Rapport sur les tâches immédiates du parti sur la question nationale, 10ème congrès du PCR, dans : « Oeuvres », volume 5 ; Moscou ; 1953 ; p. 39.

⁹⁹ J.V. Staline : Répondre à la discussion sur le compte rendu d'organisation du Comité central, le 12ème congrès du RCP, dans : ibid ; p. 235.

¹⁰⁰ « Narodnoe Khoziaistvo SSSR v 1960 Godu » ; Moscou ; 1961 ;

« Narodnoe Khoziaistvo SSSR v 1970 Godu » ; Moscou ; 1971 ;

V.N. Bandera et Z.L. Melnyk : « L'économie soviétique du point de vue régional » ; New York ; 1973).

¹⁰¹ N.I. Mukhitdinov, dans : 'Khlopkovodstva de Materialy Obedinennoi Nauchnoi Sessii PO, sostoiashiesia V.G. Taskkente 15-21 Oktiabria g 1957 ; Taskhkent ; 1958.

¹⁰² V.S. Nekhai : « La production des produits alimentaires et le niveau de la consommation par rapport à la population », dans : A.M. Aminov (ED.) : « Période Stroitelstva Kommunizma de Razvitie i Sovershenstvovanie Sotsialisticheskikh Proizvodstvennykh Otnoshenii v » ; Taskhkent ; 1968.

Lait	95.0	89.7
Grains	62.2	59.3
Pommes de terre	24.8	16.1
Fruits	23.4	19.0

Investissement

Sous le socialisme en Union Soviétique, l'investissement était distribué d'une manière planifiée aux entreprises par l'Etat sans intérêt. Depuis la réforme économique, les entreprises doivent acheter de nouveaux moyens de production et seulement dans des cas exceptionnels des fonds d'investissements sont fournis par l'Etat :

« À l'heure actuelle... seulement dans des cas exceptionnels les moyens (de l'investissement -- NDR) proviennent du budget ». ¹⁰³

« En 1970 - 78.8% de l'investissement total venaient des propres fonds des entreprises » ¹⁰⁴

L'établissement « des fonds de développement de production » dans les entreprises a provoqué un grand développement des fonds disponibles pour l'investissement : de 120 millions de roubles en 1964 à 4.000 millions de roubles en 1967 -- une augmentation « de plus de 33 fois. » ¹⁰⁵

« Les fonds de développement de la production viennent des profits et de la vente des moyens de production « superflus » ¹⁰⁶.

N'importe quel investissement fait par une entreprise au-delà des fonds disponibles dans ses fonds de développement doit normalement être obtenu sous forme de crédit bancaire, remboursable avec intérêt. Mais en 1974 seulement 3.3% de l'investissement était effectué par des crédits bancaires, en raison de :

« ..la rentabilité élevée de la majorité des entreprises existantes, qui permet de faire des investissements en capital à partir de leurs ressources propres ». ¹⁰⁷

Dans la détermination de sa politique d'investissement, une entreprise est naturellement guidée par l'évaluation de ce qui maximisera son taux de profit :

« En faisant des investissements..., une entreprise choisira la voie qui

¹⁰³ V. Batyrev : « La réforme économique et le rôle croissant du crédit », dans : « Kommunist », N° 2, 1966.

¹⁰⁴ I. Shur : « Crédit à long terme dans l'industrie » ; op. cité.

¹⁰⁵ A.N. Kosygin : « améliorer la direction industrielle » op cité

¹⁰⁶ B. Sukharevsky : « Nouveaux éléments économiques », dans : « Voprosy Ekonomiki », N° 10, 1965.

¹⁰⁷V.N. Kulikov : « Quelques problèmes de créditer à long terme des investissements de capital d'équipement centralisés ; », dans : « Finansy SSSR », N° 5, 1974.

prévoit la plus grande hausse de la rentabilité ». ¹⁰⁸

En dépit de l'importante augmentation du volume des fonds des entreprises disponibles pour l'investissement depuis « la réforme économique », le taux de croissance des investissements a diminué nettement : ¹⁰⁹

1966-70	1971-75	1976-80
43%	42% (« projeté »)	25%

Ce taux, naturellement, est en conformité avec la pratique dans les pays capitalistes monopolistes, où la rentabilité maximum est obtenue fréquemment en continuant à utiliser des moyens de production après qu'ils sont devenus obsolètes.

Rationalisation et redondance

Comme dans un pays capitaliste classique, la recherche de la rentabilité maximum a provoqué une hausse dans la productivité du travail, provoquée par: « ... *la rationalisation de la production* »¹¹⁰, entraînant les entreprises « a se séparer du personnel superflu ». ¹¹¹

« Le remplacement des ouvriers par des machines est frappant ». ¹¹²

À partir de 1964 dorénavant, l'« *excédent de travail* » -- un euphémisme pour désigner le chômage étaient annoncés dans diverses régions du pays:

« Dans certaines régions du pays, en particulier dans de petites villes, les excédents de travail sont apparus »¹¹³.

Ce chômage s'est produit en particulier parmi les plus jeunes ouvriers. En 1964 les deux-tiers des bacheliers dans la zone de Rostov et plus de la moitié dans la zone de Kursk n'ont pas trouvé d'emploi». ¹¹⁴

Cette situation a été reconnue par l'établissement en 1966 « *d'un service pour l'emploi de la jeunesse* » ¹¹⁵ et par une campagne pour persuader des ouvrières femmes de cesser de travailler parce que « la

¹⁰⁸ T.S. Khachaturov : « La réforme et le rendement économique des investissements », dans : « Réforme économique soviétique : Progrès et problèmes » ; Moscou ; 1972 ; p. 156.

¹⁰⁹ « l'économie soviétique va de l'avant » ; Moscou ; 1973 ; p. 16. A.N., Kosygine : 'Directives op. Citél. ; p. 11, 69.

¹¹⁰S. Starostin et G. Emdin : « Le plan quinquennal et le mode de vie soviétique », dans : « Planovoe Khoziaistvo », N° 6, 1972.

¹¹¹ A.N. Kosygine : « améliorer la direction industrielle » ; op. CIT ; p. 28.

¹¹²V.I. Mayevsky : « Industrie socialiste : La base de l'économie socialiste », dans : « L'économie planifiée soviétique » ; Moscou ; 1974 ; p. 33.

¹¹³ « Trud. », 3 novembre 1964.

¹¹⁴ « Pravda », 23 juillet 1965.

¹¹⁵ « Pravda », 6 février 1966.

place d'une femme est à la maison » : « *Le niveau de l'emploi féminin nous semble excessif. Leur plus grande implication dans la production sociale dans les dernières décennies a été l'un des facteurs sous-tendant le déclin du taux de naissance, qui aura des conséquences négatives* ». ¹¹⁶

La concentration et la centralisation du capital

Marx a montré que les lois économiques du capitalisme mènent à la concentration du capital et des moyens de production en quantités croissantes entre les mains des capitalistes.

La proportion des entreprises soviétiques avec un revenu brut au-dessus de 500.000 roubles est passé de 61.8% en 1960, à 70.8% en 1963 et à 74.8% après 1963.¹¹⁷

Déjà dès 1967 la concentration du capital avait atteint un plus haut niveau de concentration que dans les pays capitalistes classiques les plus avancés :

Proportion d'entreprises employant plus de 500 ouvriers¹¹⁸

URSS	24.4%
Rép. Féd. d'Allemagne	1.8%
Grande-Bretagne	1.5%
Etats-Unis	1.4%
France	0.5%
Japon	0.3%

Nombre moyen d'ouvriers par entreprise :

URSS	56
Rép. Féd. d'Allemagne	58
Etats-Unis	48
Grande-Bretagne	45
France	18
Japon	17

Les économistes soviétiques admettent que les plus petites entreprises en Union Soviétique souffrent des mêmes inconvénients décrits par Marx pour les pays capitalistes classiques :

Les « petites entreprises doivent faire face à des difficultés. Leurs fonds économiques de stimulation ne sont pas importants, ils ne peuvent pas

¹¹⁶ V. Perevedentsev : « Migration de la population et l'utilisation des ressources de main d'oeuvre » ; op. cité.

¹¹⁷ « l'économie soviétique va de l'avant » ; Moscou ; 1973 ; p. 176.

¹¹⁸ I. Kvasha : « Concentration de la production et entreprises de petite taille », dans: « Voprosy Ekonomiki », N° 5, 1967.

toujours assurer un niveau culturel et sociaux et investir dans le développement de la production ». ¹¹⁹

Marx précise que les lois économiques du capitalisme mènent à la centralisation du capital, des moyens de la production, c'est-à-dire, leur concentration dans les mains d'un nombre décroissant de capitalistes, et le processus de la centralisation du capital est stimulé par le rôle des banques. Tandis que les entreprises relativement peu lucratives ont été mises en liquidation en vertu des « lois sur les faillites » semblables à celles des pays capitalistes, la plupart de ces entreprises « ont été réorganisées » en les fusionnant avec une ou plusieurs autres entreprises: Les « *petites entreprises ont été réorganisées, absorbées par les grandes* ». ¹²⁰

Le Capitalisme monopoliste soviétique

Lénine a indiqué que, en raison de l'action des lois économiques inhérentes à l'économie capitaliste, le capitalisme concurrentiel conduit, à une certaine étape de son développement, au capitalisme de monopole ou impérialisme, dans lequel un nombre relativement restreint de groupes de capitalistes avec leur puissance monopolistique dominant la vie économique de la société. En Union Soviétique, de tels grands groupements monopolistiques sont désignés comme « associations de production » :

« L'établissement systématique des associations de production est une condition requise nécessaire pour améliorer l'organisation de la production et le management. Le nécessité de mettre en place des associations de production (travaux combinés) a été souligné dans les décisions du 24ème congrès ». ¹²¹

Dès 1973 quelques 5.000 « associations de production » avaient été formées. ¹²²

Comme les monopoles dans les pays capitalistes classiques, les « associations de production » soviétiques pouvaient prendre la forme des « trusts ». C'est à dire de cartels dans lesquels les entreprises des « associations de production » maintiennent leur indépendance de gestion. Ou bien la forme de « sociétés » et de « cartels ». Dans ce cas les entreprises de l'« association de production » ont un appareil gestionnaire simplifié, avec des entreprises plus petites fonctionnant comme filiales:

¹¹⁹ N.Y. Drogichinsky : op. CIT ; p. 217.

¹²⁰ A.M. Rummyantsev : « direction de l'économie soviétique aujourd'hui : Principes de base ; op. CIT ; p. 17.

¹²¹ N.Y. Drogichinsky : op. CIT ; p. 221-22.

¹²² B.Gubin : « Rendement du management économique socialiste » ; Moscou ; 1973 ; p. 86.

Les « associations... peuvent inclure les entreprises qui préservent entièrement leur indépendance ou des entreprises qui ont été transformées en filiales ». ¹²³

Les « associations de production » ont naturellement, de grands avantages en terme de profits même par rapport à de grandes entreprises. La plupart des associations ont leurs propres divisions de conception, de recherches et de développement et sont financièrement autosuffisantes :

« Une association de production dirigée par une grande entreprise offre un certain nombre d'avantages ». ¹²⁴

« Les concentrations à grande échelle de la production embrassant non seulement des entreprises de production mais également les organismes de recherches et de développement ont tous les atouts nécessaires pour une introduction rapide de nouveaux développements en science et technologie ». ¹²⁵

Depuis « la réforme économique », le taux moyen de profit des entreprises soviétiques est passé de 16.7% en 1961-65 à 21.3% de 1966-70 ¹²⁶ et le bénéfice moyen par ouvrier a augmenté comme suit :

1965:1,485 roubles 1966:1,773 1967:2,027 1968:2,217 1969:2,549 ¹²⁷

Durant la période 1971-75 le profit total s'est élevé à : « ... presque 500.000 millions de roubles »¹²⁸ une augmentation au cours de la période 1966-70 de « ... 50% ». ¹²⁹

La formation des « associations de production » a considérablement accéléré la rationalisation et sa conséquence « l'apparition de la force de travail excédentaire » :

De « grandes économies ont été réalisées par l'organisation des associations dans l'industrie de raffinage. En raison de la mise en place de l'association « Kuibyshevneft », les bureaux de gestion de 7 entreprises de forage, de 11 gisements de pétrole et de 51 sections productrices de pétrole et de forage ont été supprimés. Ceci a permis de réduire de plus de 1000 le nombre des ouvriers et une économie de 1.3 million de roubles sur les fonds annuels de rémunération ». ¹³⁰

Un des principaux avantages du monopole est sa capacité de maintenir ses prix (et ainsi son taux de profit) à un plus haut niveau que dans des conditions de concurrence. Ainsi, les économistes soviétiques étaient forcés d'admettre que la formation des associations monopolistiques de production a conduit à une augmentation des prix, à une tendance à l'inflation :

¹²³ S. Kamenitser : op. CIT ; p. 37.

¹²⁴ N.Y. Drogichinsky : op. CIT ; p. 220.

¹²⁵ « L'économie soviétique va de l'avant » ; Moscou ; 1973 ; p. 234.

¹²⁶ N.Y. Drogichinsky : op. CIT ; p. 208.

¹²⁷ N.Y. Drogichinsky : op.cit. ; p. 204.

¹²⁸ A.N. Kosygin : « Directives... » ; op. cité ; p. 41.

¹²⁹ A.N. Kosygin : « Directives... » op.cité ;

¹³⁰ B.Gubin : « Point sur le rendement du management économique socialiste » ; Moscou ; 1973 ; p. 108.

« Notre expérience entraîne l'existence d'une tendance dangereuse vers des prix arbitrairement relevés ». ¹³¹

Et, comme dans les pays capitalistes classiques, les monopoles soviétiques n'hésitent pas à utiliser le contrôle qu'ils exercent sur la production d'un produit particulier pour créer des pénuries artificielles afin d'augmenter leurs prix et profits :

« Certaines formes du système existant de distribution... conduisent fréquemment à une pénurie artificielle ». ¹³²

« Avec un prix du café multiplié par cinq, les stocks sont rares dans les entrepôts ». ¹³³

En raison de tous ces facteurs, les monopoles soviétiques ont réussi à relever de manière significative leurs taux de profit durant les années 60 : « L'Elektrosila » association de Léninegrad dans la période 1966-1969 a augmenté... ses profits de 110% ». ¹³⁴

L'exploitation de la classe ouvrière

Dans les années 70 les économistes révisionnistes soviétiques et les politiciens maintenaient toujours que, en dépit « des réformes économiques », la société soviétique continuait à fonctionner selon le principe de la « ... *distribution - du revenu selon la quantité et la qualité du travail réalisé* » ¹³⁵ même s'ils admettaient que ce principe « fonctionne... avec beaucoup de distorsions ». ¹³⁶

Comme nous l'avons montré, parmi ces « déviations » les bonifications reçues par le personnel dirigeant dans l'industrie soviétique allant jusqu'à 100 fois celles reçues par des ouvriers de base. De tels énormes différentiels ne peuvent, par aucun artifice, être réconciliés avec le principe de « distribution du revenu selon la quantité et de la qualité du travail exécuté ». Ils signifient, dans la terminologie marxiste léniniste, exploitation de la classe ouvrière.

Le problème du marché

Marx l'a clairement démontré, en raison du caractère anarchique de la production dans une société capitaliste et le fait que, dans une telle société, les ouvriers ne reçoivent par leurs salaires seulement que l'équivalent d'une partie de la valeur qu'ils produisent, chaque société capitaliste fait face au problème du marché. Dès 1965 les économistes révisionnistes soviétiques admettaient que l'économie soviétique faisait

¹³¹ L. Maizenberg : op. cité.

¹³² N. Fedorenko : « Problèmes actuels de la Science économique », dans : « Voprosy Ekonomiki », N° 2, 1974.

¹³³ « Café à Moscou », dans : « Gardien », 2 mars 1978.

¹³⁴ B. Gubin : op. CIT ; p., 108.

¹³⁵ Y.L. Manevich : « Systèmes de salaires » ; op. cité.

¹³⁶ Y.L. Manevich : ibid. ; p. 229.

face à un tel problème du marché :

« Le problème du marché existe non seulement pour des biens de consommation mais également pour des moyens de production ». ¹³⁷

Une tentative pour surmonter le problème du marché soviétique a été l'extension des ventes à crédit :

Les « ventes à crédit... deviennent de plus en plus nécessaires pour le développement du commerce de détail dans notre pays. La part des marchandises vendues à crédit est en augmentation : de 1.8% en 1960 à 5.7% en 1967 ». ¹³⁸

Ce problème du marché provoque la pression de trouver des débouchés à l'étranger pour les marchandises qui ne peuvent pas être vendues dans le pays : « La croissance de la production mène à l'exigence d'intervenir sur les marchés à l'étranger ». ¹³⁹

« Nous avons l'intention d'augmenter le potentiel d'exportation du pays systématiquement. Le problème surgit de mettre en place un certain nombre d'industries orientées vers l'exportation pour répondre aux exigences spécifiques des marchés étrangers ». ¹⁴⁰

En 1967 le carburant, les matières premières et d'autres matériaux, ainsi que les produits alimentaires représentaient 62.5% des exportations soviétiques. ¹⁴¹

Mais la production de tels produits pour l'exportation est sensiblement moins profitable que la production des produits manufacturés :

« Dans le domaine de l'exportation les produits de l'industrie extractive est moins profitable que celle de l'industrie de transformation ». ¹⁴²

Naturellement, donc, les économistes révisionnistes soviétiques ont recommandé de réorienter les exportations soviétiques dans le domaine des produits manufacturés :

« Un taux de croissance élevés dans l'ingénierie et dans d'autres industries de transformation, des mesures pour élever le niveau technique et la qualité des produits sont des pré-requis nécessaires pour augmenter la part des industries de transformation dans les exportations » ¹⁴³

Le rôle du parti communiste de l'Union Soviétique

On a dit que le parti communiste de l'Union Soviétique, fondé en tant que parti politique représentant les intérêts de la classe ouvrière,

¹³⁷ « Pravda », 23 juin 1965.

¹³⁸ V. Ilin et B. Koriagin : « La vente au public des marchandises à crédit », dans : « Nauchnye Vyssheï Doklady Shkoly : Ekonomicheskie Nauki », N° 7, 1969.

¹³⁹ M. Senin : « Intégration socialiste » ; Moscou ; 1973 ; p. 119.

¹⁴⁰ A.N. Kosygin : « Directives... » ; op. CIT ; p. 45.

¹⁴¹ M. Senin : op. CIT ; p. 99.

¹⁴² M. Senin : op. CIT ; p. 243.

¹⁴³ « l'économie soviétique va de l'avant » ; op. CIT ; p. 100).

représentait depuis 1961 les intérêts « du peuple tout entier » :
« Notre parti marxiste léniniste, qui a surgi en tant que parti de la classe ouvrière, est devenue le parti du peuple tout entier ». ¹⁴⁴

Mais dans une société de classes avec des intérêts antagoniques - et on a montré que l'Union Soviétique était bien devenue une telle société dans les années 60 -il est impossible qu'un seul parti puisse représenter les intérêts du peuple tout entier et toute prétention à l'être doit être écartée comme pure démagogie.

Et là où une classe de capitalistes existe, comme en Union Soviétique depuis les années 60, un parti politique qui ne représente pas spécifiquement les intérêts de la classe ouvrière ne peut que représenter les intérêts de la classe capitaliste soviétique.

En conséquence, depuis « la réforme économique » le parti communiste de l'Union Soviétique représente les intérêts de la classe capitaliste soviétique.

Le caractère de l'Etat soviétique

Selon le marxisme-léninisme, un état est essentiellement un moyen par lequel une classe sociale domine le reste du peuple. L'état soviétique établi en Russie par la révolution de novembre 1917 a été officiellement décrit comme un instrument entre les mains de la classe ouvrière pour exercer sa dictature.

En 1961, cependant, les chefs du PCUS ont déclaré que l'état soviétique n'était plus la dictature du prolétariat, mais était devenu un organe représentant les intérêts « du peuple tout entier » :

« Dans notre pays, pour la première fois dans l'histoire, un Etat a pris la forme qui n'est pas une dictature d'une classe, mais un instrument de la société tout entière,.... La dictature du prolétariat n'est plus nécessaire » ¹⁴⁵.

Mais le marxisme-léninisme nous enseigne que dans une société divisée en classes antagoniques - et, comme cela a été démontré, la société soviétique est devenue une telle société depuis les années 60 - l'état ne peut être que l'instrument de la classe sociale dominante, et n'importe quelle affirmation affirmant qu'il représente les intérêts « du peuple tout entier » n'est que démagogie.

Puisque les chefs révisionnistes soviétiques admettent que l'Etat soviétique n'est plus la dictature de la classe ouvrière, il ne peut être que la dictature de la nouvelle classe capitaliste.

¹⁴⁴ N.S. Khrouchtchev : Compte rendus sur le programme du parti communiste de l'Union Soviétique, 22ème congrès, PCUS ; Londres ; 1961 ; p. 90.

¹⁴⁵ N.S. Khrushchev : Fournir des compte rendus sur le programme du parti communiste... op. CIT ; p. 57, 58.

Mais Lénine a démontré que le capitalisme de monopole -- comme il s'est édifié en Union Soviétique après « la réforme économique » - se développe inévitablement en capitalisme monopoliste d'Etat - dans lequel l'Etat n'est plus celui de la classe de capitaliste dans son ensemble et devient celui des groupes des plus puissants monopoles, assurant leur domination dans tous les secteurs de la société : « *la monstrueuse oppression des masses laborieuses par l'Etat, qui se confond toujours plus étroitement avec les groupements capitalistes tout-puissants, s'affirme de plus en plus* »¹⁴⁶

L'« impérialisme -- ... l'ère de la transformation du capitalisme de monopole en capitalisme monopoliste d'Etat -- a en particulier été témoin d'un renforcement sans précédent de la « machine d'Etat » et d'une croissance sans précédent de son appareil bureaucratique et militaire ». ¹⁴⁷

Ainsi, le premier ministre révisionniste soviétique Alessi Kossyguine décrit en 1965 comment les ministères industriels « étaient imbriqués » avec les sociétés et les cartels, qui « s'en remettraient » à eux pour nombre de fonctions :

« Dans l'industrie un réseau de comptabilité intégré exerce une direction directe au-dessus des entreprises. Les ministères les relaient pour les opérations de comptabilité analytique, occupant de nombreux employés de l'Etat dans ces fonctions ». ¹⁴⁸

En outre, l'Etat soviétique qui a conduit « la réforme économique » des années 60, n'était pas du type démocratique « parlementaire » comme en Grande-Bretagne à l'heure actuelle.

En « démocratie parlementaire » des partis politiques dont le but avoué est de transformer la structure de la société peuvent être créés; et la possibilité existe pour de tels partis d'organiser des réunions et des démonstrations publiques, d'éditer des journaux et des feuillets, de contester des élections, et ainsi de suite.

Mais dans la société soviétique des années 60, des années 70 et des années 80 de tels droits n'existent pas. Le parti communiste de l'Union Soviétique représentant, comme il a été montré, les intérêts du capital soviétique monopoliste était le parti politique unique et « seule force de direction de la société soviétique » :

« La période de la construction complète du communisme est caractérisée par le perfectionnement du rôle et de l'importance du parti communiste comme dirigeant de la société soviétique ». ¹⁴⁹

¹⁴⁶ V.I. Lénine : Préface à la première édition « de l'état et de la révolution » dans: « Œuvres choisies », volume 7 ; Londres ; 1946 ; p. 5).

¹⁴⁷ V.I. Lénine : 'L'état et la révolution; dans : ibid. ; p. 32.

¹⁴⁸ A.N. Kosyguine : améliorer le management industriel op. cité.

¹⁴⁹ Programme du parti communiste de l'Union Soviétique ; Moscou ; 1961 ; p. 122-23.

En conséquence, l'Etat soviétique des années 60, des années 70 et du début des années 80 était, en dépit de ses faux drapeaux rouges, un Etat de type fasciste dans lequel le parti communiste fonctionne essentiellement comme les partis fascistes de l'Italie fasciste, de l'Allemagne nazie ou du franquisme Espagnol.

Conclusion

La thèse selon laquelle le parti communiste de l'Union Soviétique est demeuré un parti marxiste léniniste et l'Union Soviétique une société socialiste jusqu'au milieu des années 80 ne peut pas être conciliée avec les faits connus.

Bill BLAND
1991

Sommaire

PRESENTATION	1
L'abandon de la planification économique centralisée.....	3
Le profit comme régulateur de la production	4
Le rôle du marché	5
Les commerçants	6
La publicité.....	6
Rendement du capital productif	7
Crédit et intérêt	7
Propriété des moyens de production.....	8
Le nouveau capitaliste soviétique.....	10
Le droit d'embaucher et de licencier	11
L'accumulation « secondaire » du capital	11
La vente de la force de travail	12
La valeur de la force de travail	12
Le prix de la force de travail.....	13
Salaires des dirigeants	14
Contrôle des prix.....	15
L'accumulation du profit au niveau de l'entreprise	17
« Profit socialiste »	18
Distribution « du profit socialiste ».....	18
Pollution environnementale	20
Discrimination nationale	21
Investissement	22
Rationalisation et redondance	23
La concentration et la centralisation du capital.....	24
Le Capitalisme monopoliste soviétique.....	25
L'exploitation de la classe ouvrière.....	27
Le problème du marché.....	27
Le rôle du parti communiste de l'Union Soviétique	28
Le caractère de l'Etat soviétique	29
Conclusion.....	31

MILITANT COMMUNISTE

Internet : <http://www.militcom.org>

Courriel : militant@militcom.org